

Unité bidépartementale Eure Orne
1 rue Avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NATUP_ex_INTERFACE CEREALES

16 rue Georges Charpak - PAT La Vatine
76130 Mont-Saint-Aignan

Références :
Code AIOT : 0005800822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement NATUP_ex_INTERFACE CEREALES implanté 12 rue Six Arbres 27320 Marcilly-la-Campagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NATUP_ex_INTERFACE CEREALES
- 12 rue Six Arbres 27320 Marcilly-la-Campagne
- Code AIOT : 0005800822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NATUP ex INTERFACE CEREALES est autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 à exploiter un silo de stockage de céréales et de grains sur la commune de Marcilly-la-Campagne.

La visite d'inspection a été menée par sondage en référence à l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2010 précité.

Le thème de la visite est la prévention du risque d'incendie et d'explosion.

L'établissement de Marcilly la Campagne est constitué essentiellement de 2 silos :

- d'un silo composé de 4 cellules verticales en béton d'une capacité unitaire de 266 m³ (200 t) (Silo A)
- d'un silo composé de 6 cellules verticales métalliques ouvertes d'une capacité unitaire de 2 933 m³ (2 200 t) (Silo B), soit une capacité totale cumulée de 18 664 m³.
- d'une tour de manutention et d'installations de réception (fosses) dans le silo A
- d'un stockage d'engrais solides et de deux cuves d'engrais liquides.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : la prévention du risque d'incendie et d'explosion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 1.2	/	Sans objet
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.1	/	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.2	/	Sans objet
4	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.3	/	Sans objet
5	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.5	/	Sans objet
6	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.6	/	Sans objet
7	Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.2.2	/	Sans objet
8	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.1	/	Sans objet
9	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.1	/	Sans objet
10	Dispositifs de sécurité des appareils de manutention et de filtration	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.2	/	Sans objet
11	Prévention des risques d'incendie – nettoyage des installations	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.3	/	Sans objet
12	Prévention des risques d'auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.4.2	/	Sans objet
14	Inertage	Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 2.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Vérification des installations foudre

L'exploitant transmettra le rapport de vérification des installations foudre du 21/03/2023 modifié à l'inspection, suite à sa réception afin de clarifier le constat mentionnant l'absence de parafoudre dans l'armoire divisionnaire alimentant la thermométrie ainsi que les lignes de communication alors que l'exploitant dispose d'une étude concluant que l'installation est auto-protégée.

Actualisation de la situation administrative

L'exploitant transmettra à l'inspection un tableau de classement actualisé de ses activités/installations en référence à la nomenclature des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
Constats : La société NATUP ex INTERFACE CEREALES est autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 à exploiter un silo de stockage de céréales et de grains sur la commune de Marcilly-la-Campagne. Le site dispose également d'un bâtiment de stockage pour les engrais solides en vrac, et de deux cuves d'engrais liquides. L'inspection a consulté l'état des stocks des engrais du 18/04/2023. Demande d'antériorité des rubriques 4000 Le 14 décembre 2015, la société INTERFACE CEREALES avait transmis à la préfecture sa demande d'antériorité afin de satisfaire au décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifié qui introduisait notamment les rubriques 4000 dans la nomenclature des installations classées. Ce courrier n'indiquait pas la correspondance entre les nouvelles rubriques 4000 et les anciennes rubriques de la nomenclature des installations classées. Le jour de la visite, l'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu d'évolutions sur le site depuis la dernière visite d'inspection. L'exploitant informe l'inspection de la mention d'une erreur d'écriture dans l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 concernant la consistance du silo A. Le silo A est composé de 4 cellules verticales en béton de 200 t unitaires et non de boisseaux verticaux.
Observations : Actualisation de la situation administrative L'exploitant transmettra à l'inspection un tableau de classement actualisé de ses activités/installations en référence à la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Lettre de mission du chef de silo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.
Constats : Le personnel du silo est composé d'un chef de silo. Le chef de silo est désigné comme titulaire de la surveillance du silo. Il est en poste sur le site, depuis novembre 2022 mais travaillait auparavant chez CAP SEINE, depuis 7 ans. L'inspection a consulté la lettre de mission du chef de silo, daté du 08/11/2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour, renouvelée régulièrement et aussi souvent que nécessaire (suite à un accident ou presque accident...).
Constats : L'inspection a consulté le plan de formation du chef de silo. Ce dernier a suivi une formation à la « sécurité silo » notamment sur les risques liés au stockage et à la conservation des grains, le risque incendie/explosion.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de sécurité interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux, de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave et d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose de consignes de sécurité (auto-échauffement...) et de procédures d'exploitation. Ces consignes et procédures ont été mises à jour et/ou élaborées, suite à la fusion des coopératives CAP SEINE et INTERFACE CEREALES. Elles sont répertoriées en partie dans le plan de sécurité du site, du 02 septembre 2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none">- Les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,- La durée de validité,- La nature des dangers,- Le type de matériel pouvant être utilisé,- Les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, mise en sécurité d'installations proches, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),- Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : Lors des travaux par points chauds, l'exploitant établit un permis de feu. L'inspection a consulté les enregistrements des derniers permis de feu délivrés du 01/09/2021, 30/11/2021, 04/01/2021, 07/03/2023 et du 26/01/2022. Une ronde de 2 heures est réalisée à la fin des travaux. Cette ronde est enregistrée sur les permis de feu consultés.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Registre d'incidents et d'accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure en cas d'incident survenu sur le site. Le registre ne mentionne aucun incident recensé en 2021 et 2022. En cas d'évènement, une analyse des causes est prévue dans la procédure. L'analyse des causes des incidents doit être effectuée une fois/an.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et panneaux d'interdiction d'accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est clôturé hormis la portion qui longe la ligne de chemin de fer. Des panneaux sont judicieusement placés le long de cette portion de voie visant à interdire l'accès du site. En dehors des périodes de fermeture, les installations sont accessibles après passage par l'accueil. Une signalétique aux entrées du site doit rappeler cette obligation. Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).
Constats : Le site est clôturé dans son ensemble sauf sur une zone, celle située du côté de la plateforme de réception des céréales. Mais des merlons sont présents dans cette zone du site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'incendie – Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives,- Une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre,- les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a consulté les 3 derniers rapports de contrôle des installations électriques DEKRA au titre de la réglementation ICPE pour les vérifications réalisées le 12/04/2021, 06/04/2022 et 31/03/2023. Ces rapports de vérification ne font pas l'objet d'écarts.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre – Vérification des installations foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, - Une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre, <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Vérification des installations foudre</u></p> <p>L'inspection a consulté les 3 derniers rapports de contrôle des installations foudre DEKRA pour les vérifications réalisées le 13/01/2021 (vérification complète), le 22/03/2022 (vérification complète) et 21/03/2023 (vérification complète). Ces 3 rapports font l'objet d'observations : Le rapport de vérification du 13/01/2021 mentionne que «L'installation de protection contre la foudre satisfait aux évolutions du site mais que le dossier technique n'a pas été mis à jour et donc de la nécessité de mettre à jour les pièces du dossier identifiées dans ce rapport par un organisme compétent, conformément à l'article 17 de l'arrêté du 04 octobre 2010 modifié. »</p> <p>Les observations du rapport de vérification du 22/03/2022 concernent l'absence d'un deuxième conducteur de descente pour le silo. Cette observation a été signalée la première fois en 2022. Ce rapport mentionne également de l'absence de parafoudre sur l'armoire divisionnaire alimentant la thermométrie. Il s'agit d'une protection à mettre en place conformément à la préconisation de l'étude technique.</p> <p>Le rapport de vérification du 21/03/2023 porte sur des écarts documentaires ou organisationnels ne concernant pas directement la sécurité des personnes ou des écarts techniques dont la correction peut n'être faite qu'à moyen terme. Particulièrement, les écarts concernent l'absence du dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) regroupant les documentations techniques de tous les composants de protection foudre installés sur le site. Ce rapport mentionne également que l'étude technique foudre ne traite pas du paratonnerre présent en toiture pour la tour de manutention du silo A - B – F et du parafoudre dans le poste HT/ BT. Ce rapport fait également état d'une observation signalée pour la première fois en 2023. Elle concerne l'absence de parafoudre dans l'armoire divisionnaire alimentant la thermométrie ainsi que les lignes de communication, protections à mettre en place conformément à la préconisation de l'étude technique.</p> <p>Concernant l'écart portant sur l'absence de parafoudre dans l'armoire divisionnaire, l'exploitant précise que l'Analyse du Risque de Foudre avait conclu que le site est auto-protégé. Il ajoute la société INTERFACE CEREALES avait installé des équipements de protection contre la foudre.</p> <p>L'exploitant indique qu'il va se rapprocher de la société DEKRA pour clarifier ce constat et demander une modification du rapport de vérification des installations foudre du 21/03/2023 car le site est auto-protégé. Il se propose de transmettre le rapport de vérification modifié à l'inspection, suite à sa réception.</p> <p><u>Enregistrement des impacts foudre</u></p> <p>L'exploitant précise que le relevé des compteurs foudre est mensuel.</p> <p>L'inspection a consulté les enregistrements de la vérification des compteurs d'impact de foudre de 2023 à 2023.</p>

Le dernier relevé a été effectué le 03/04/2023. Depuis 2021, aucun impact foudre n'a été relevé et enregistré sur le registre.
Observations : Vérification des installations foudre L'exploitant indique qu'il va se rapprocher de la société DEKRA pour clarifier le constat concernant l'absence de parafoudre dans l'armoire divisionnaire, et demander une modification du rapport vu que le site est auto-protégé. Il transmettra le rapport de vérification des installations foudre modifié à l'inspection, suite à sa réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositifs de sécurité des appareils de manutention et de filtration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des dispositifs de sécurité des appareils de manutention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ces programmes sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations classées. L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes métalliques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.
Constats : Les deux dernières vérifications des dispositifs de sécurité des appareils de manutention ont été réalisées le 09/12/2022 et le 14/01/2022. La fréquence de vérification de ces équipements est annuelle. L'exploitant précise que seules les constats classés D sont programmés et réalisés avant la moisson.
Observations : Par courriel du 15/05/2023, l'exploitant indique que les travaux concernant les élévateurs EG1 (le bras de réaction), EG4 (le pignon et la fuite d'huile) et EG3 ; et ceux sur le tapis TA (tendeur en bout de course) sont programmées au mois de juin 2023 (avant la moisson).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières.</p> <p>Tous les silos ainsi que le bureau d'exploitation du silo D sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant (le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements, et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>En particulier, les locaux électriques (tableau de commandes, local transformateur.) font l'objet de nettoyages dûment adaptés.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Des repères peints au sol et judicieusement placés à chaque niveau des installations servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des Installations.</p> <p>En période de collecte, l'exploitant doit Journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des Installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir les fréquences de nettoyage.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide de systèmes d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose de consignes et d'une procédure portant sur le nettoyage des installations.</p> <p>Ces consignes et procédures mentionnent les dispositions obligatoires pour limiter la quantité de poussière dans le temps (surveillance régulière, ronde hebdomadaire...), la fréquence de nettoyage, le matériel de nettoyage à utiliser...).</p> <p>L'exploitant dispose de consignes particulières pour l'utilisation du balai ou de la balayette.</p> <p>L'inspection a consulté le registre de nettoyage du silo. Les opérations de nettoyage mentionnent la date, la zone nettoyée, le nom de l'opérateur qui a réalisé le nettoyage.</p>
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que le recours aux dispositifs de nettoyage tels que le balai ou l'air comprimé doit être exceptionnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des risques d'auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Relevé des températures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le relevé de température est périodique (sondes fixes ou non), selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées. Les sondes thermométriques fixes du silo D reliées au bureau d'exploitation sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation et en particulier en cas de panne de thermométrie. Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est rédigée, explicitée aux intervenants potentiels de l'entreprise, dûment diffusée et disponible aisément. Cette procédure doit être communiquée aux pompiers du SDIS.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</p> <p>Le suivi de la température dans les cellules des silos A et B est réalisé par le biais de sondes manuelles et thermométriques fixes.</p> <p>L'inspection a consulté les enregistrements du relevé de températures de 2022 à 2023.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2010, article 2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose d'une réserve d'eau incendie d'un volume de 120 m³. Cette réserve doit être entourée d'une protection et doit être dûment accessible aux engins et personnel d'intervention extérieur (accès). L'exploitant s'assure du bon niveau d'eau dans cette réserve et procède à son curage 1 fois tous les cinq ans et aussi souvent que nécessaire.</p>
Constats : /
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Inertage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'inertage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les boisseaux potentiellement fermés de stockage du silo A doivent être conçus et construits afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. L'exploitant doit pouvoir disposer de gaz inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie dans une cellule béton fermée du site. Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Sont également mentionnées dans la procédure: <ul style="list-style-type: none">- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de boisseaux);- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte;- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz. Celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire. L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.
Constats : L'exploitant rappelle que les boisseaux du silo A sont en béton mais elles ne sont pas fermées. En effet, au niveau de la jonction entre la toiture et le haut des boisseaux. De plus, le plancher au-dessus du boisseau est métallique mais n'est pas soudé ce qui permet la circulation de l'air. Ces cellules ne peuvent pas être inertées car elles sont considérées comme des cellules ouvertes.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet